

RESUME DE L'ETUDE DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'INCLUSION FINANCIERE EN TUNISIE

Le document publié en septembre 2015 par la Banque Mondiale est une « synthèse des différentes études et analyses menées entre 2011 et 2015 par diverses institutions sur le secteur de l'inclusion financière en Tunisie » conçu en tant que cadre aux débats sur les différents enjeux se rapportant à l'inclusion financière de la Tunisie.

Le présent papier comporte quelques passages puisés du document se rapportant à la pertinence de l'objectif d'inclusion financière ainsi qu'à l'évaluation de la demande et de l'offre des services financiers.

1. Pertinence d'un agenda d'inclusion financière

La pertinence de mettre en place un agenda d'inclusion financière ne fait plus, de doute aujourd'hui.

« De nombreuses études d'impact ont permis de démontrer les bénéfices de l'inclusion financière et de mieux en connaître les limites. Les pouvoirs publics sont donc, de plus en plus attentifs, aux risques liés à l'exclusion financière et à ses répercussions négatives sur la stabilité économique, sociale et politique. »

Ainsi, « le G20 a reconnu l'inclusion financière comme l'un des piliers du développement global, la Banque Mondiale a établi un objectif d'accès universel aux services financiers d'ici 2020 et le Secrétaire Général des Nations Unies a désigné la Reine des Pays-Bas comme son Avocate Spéciale pour l'inclusion financière. Et, depuis 2011, plus de 60 pays ont lancé des réformes visant à améliorer l'inclusion financière. »

L'inclusion financière a plusieurs effets positifs sur une économie.

« Tout d'abord, elle améliore l'efficacité de l'intermédiation financière par l'augmentation du nombre d'acteurs, ainsi que du volume et de la valeur des transactions. Au niveau macroéconomique, un système financier développé, mesuré à travers son niveau d'intermédiation financière, est positivement corrélé à la croissance, à l'emploi, à la réduction de la pauvreté et, par là, celle des inégalités. L'accès au crédit et l'ouverture d'agences bancaires ont également une corrélation positive avec la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB). Ainsi, les pays, dont le développement financier est le plus avancé, ont vu la proportion de leur population pauvre diminuer plus rapidement et, à terme, leur coefficient de Gini¹ s'améliorer ».

« Au niveau microéconomique, l'accès aux services financiers a un effet positif sur l'emploi et la consommation des ménages, et stimule l'économie locale. Au Maroc, l'accès au crédit a conduit à une augmentation de 52% du nombre de jours de travail en dehors du ménage et à une augmentation de 10% des niveaux d'épargne (en nature) et de consommation. L'accès à l'épargne permet aux personnes dont les revenus sont bas et souvent irréguliers de mieux gérer les urgences

¹ Le coefficient de Gini mesure le niveau d'inégalité des revenus au niveau d'une population donnée. Plus il se rapproche de 1 plus l'inégalité de la répartition des revenus est faible.

et les pics de dépenses, et donc de maintenir un niveau de consommation plus stable dans le temps. De plus, l'accès au financement est un moteur essentiel de croissance pour les très petites, petites, et moyennes entreprises (TPPME), facteur d'autant plus important qu'il a été démontré que les petites et moyennes entreprises les plus dynamiques génèrent le plus grand nombre de création de postes dans une économie ».

« Finalement, l'inclusion financière permet de baisser, de façon significative, le coût de mise en œuvre des politiques sociales, comme le versement des allocations. A titre d'exemple, au Brésil, les coûts d'administration du programme Bolsa Família (allocations familiales) ont diminué de plus de 80% suite à l'introduction de cartes prépayées et au versement groupé de plusieurs allocations ».

Par ailleurs, « l'ensemble des preuves empiriques démontre que l'inclusion financière, même si elle ne permet pas d'éradiquer la pauvreté, participe, au même titre et en même temps que d'autres politiques publiques, à l'atteinte d'un objectif d'inclusion économique et sociale à travers :

- l'accroissement des opportunités génératrices de revenus et une meilleure gestion des risques pour les individus;
- une mobilisation plus efficace du capital pour soutenir l'investissement et la croissance pour les entreprises et l'économie en général

Ceci est particulièrement important dans un pays comme la Tunisie qui compte un taux de chômage de plus de 15% (42% pour les jeunes) et un grand nombre d'entreprises informelles. »

2. Evaluation de la demande de services financiers

« Il existe aujourd'hui une importante demande en matière de services financiers en Tunisie, émanant à la fois de particuliers (2,5 à 3,5 millions) et d'entreprises formelles (245 000 à 425 000 micro et très petites entreprises), qu'il est toutefois difficile de bien qualifier. »

« De nombreuses recherches ont démontré que toutes les catégories socioprofessionnelles font usage de services financiers. Les populations à bas revenus en ont un besoin encore plus important que d'autres, notamment en raison d'irrégularité de leurs revenus. Bien qu'elles disposent de ressources limitées, ces personnes ont une vie financière très active : elles épargnent, s'endettent et prêtent, parfois simultanément, gèrent différents paiements et ont recours à des mécanismes de solidarité sociale en cas de problème. Les services financiers qu'elles utilisent actuellement ne sont pas toujours fiables et peuvent s'avérer insuffisants, risqués et/ou onéreux (ex : famille, amis, usuriers ; épargne en nature ou sous le matelas), d'où l'importance de développer une offre formelle qui réponde à leurs besoins. »

« En Tunisie, bien que l'offre de services financiers inclusifs soit plus développée que dans d'autres pays de la région, notamment grâce au réseau postal, elle n'est pas encore complète.

L'étude Banque Mondiale/ Centre des Femmes Arabes pour la formation et la Recherche (CAWTAR) fait d'ailleurs ressortir **un taux d'inclusion financière de seulement 36% de la population adulte.** »

« Les efforts récents des Autorités et du secteur privé se sont concentrés sur certains types de microcrédit, sans répondre aux besoins en services de micro-épargne¹³, d'assurance et de moyens de paiement. Différentes études font ressortir une demande de 950 000 à 1,4 million de particuliers pour le microcrédit, incluant les activités génératrices de revenus. De même, de nombreuses entreprises ont des besoins de financement qui sont loin d'être servis par l'offre actuelle. On estime entre 245 000 et 425 000 le nombre de micro et très petites entreprises qui auraient besoin d'une gamme de services financiers spécifiques, soit 37% à 65% des entreprises répertoriées par le Registre National des Entreprises.

2. Evaluation de l'offre des services financiers

« Le secteur financier tunisien est dominé par les banques, avec des actifs équivalant quasiment à 100% du PIB. Ce chiffre est relativement inférieur à celui d'autres pays de la région comme l'Egypte, la Jordanie, le Liban ou le Maroc. »

« Plus de la moitié du crédit bancaire est destiné aux entreprises opérant dans les secteurs industriel, commercial ou touristique.

« Le secteur financier non bancaire est de taille modeste et la microfinance ne compte que pour 0.2% des actifs du secteur financier. En dépit de l'importance du marché potentiel, pour la grande majorité des services, force est de constater que l'offre n'est pas adaptée à la demande, comme le suggère le recours bien supérieur aux services financiers informels, à la fois pour l'épargne et pour le crédit :

- 16% ont contracté des emprunts auprès de leur famille et amis dans les 12 derniers mois.
- 8% des adultes uniquement ont emprunté auprès d'un établissement financier formel ».

Conclusion

Le document sur l'inclusion financière, quoique daté de près de 5 ans, donne des indications très utiles sur l'état des lieux ainsi que sur les opportunités de développement qu'offre une politique volontariste de renforcement de l'accès de la populations aux services financiers et particulièrement à ceux de la micro-finance. De nombreuses pistes s'en dégagent. Elles méritent d'être approfondies et mises à jour afin de faire l'objet d'un programme volontariste de renforcement de l'inclusion financière des populations à bas revenus et des micro-entreprises prenant en compte les formidables facilités qu'offre les nouvelles technologies et la généralisation de la téléphonie mobile.

Forum Ibn Khaldoun le 11/8/2020

[Document de la Banque Mondiale à télécharger](#)